

L'Incidence de la Réforme du Système Monétaire International sur les Economies du Tiers-Monde : La Reconduction des Inégalités

Kasongo Munganga*

Introduction

Dans le cadre national, le phénomène "inflation" résultat d'un déséquilibre monétaire interne, aboutit à une redistribution du revenu national au profit de certains groupes sociaux. Il en est de même sur le plan mondial actuellement. L'inflation mondiale née des déséquilibres monétaires internationaux réalise une nouvelle redistribution des gains du commerce international. Elle s'effectue au détriment des pays en développement et en faveur des pays développés. Elle consiste à transmettre vers les pays de la périphérie les hausses de salaires, les pertes industrielles, les déficits de la Balance des paiements, les diverses conséquences négatives de la mauvaise conjoncture que subissent les économies dominantes¹. Cette transmission,

* Chef de Travaux à l'Institut Supérieur de Commerce de Kinshasa. L'auteur remercie le Professeur Kabamba Nteta dont les remarques lui ont permis de revoir et corriger certains passages de cet article.

1 Artus, J.R. - "Quelques réflexions sur les moyens de renforcer l'actuel système monétaire international : in Coulbois, p. Le système Monétaire International face aux déséquilibres. Economica, Paris 1982, p. 14. Bois Bourguinat, H. - Commentaires sur l'étude de J.R. Artus in Coulbois, p. op. cit. p. 41

assymétrique des relations d'influence économique entre les pays du Centre et les pays de la Périphérie.

Au cours de ce travail, nous analysons et apprécions les derniers amendements qui ont consacré la "réforme" du système monétaire international de Bretton Woods en crise. L'analyse nous montrera que cette réforme n'a en rien satisfait les revendications du Tiers Monde pour un ordre monétaire équitable et qu'elle continue à maintenir des inégalités génératrices de ce mal que des économistes du Tiers Monde appelle le "développement inégal"¹.

Rappel Des Systèmes Monétaires Internationaux Aux Xxe Siècle Avant Les Accords De Bretton Woods

"Le système monétaire international est l'ensemble des mécanismes et des institutions qui ont pour fonction de permettre à des agents économiques résidant dans des pays différents d'effectuer des paiements entre eux"

On peut distinguer trois systèmes principaux²

Le système d'étalon-or ou Gold Standard(GS)

C'est le système dans lequel les monnaies nationales sont définies par - et convertibles en - un certain poids d'or.

Le système de l'étalon de change - ou Gold exchange standards S (GES)

Pour ce système, on note deux caractéristiques principales³

(a) les unités monétaires nationales sont définies par rapport à une devise qui est elle-même au régime de l'étalon or (définie par et convertible en un certain poids d'or). Une monnaie, dite monnaie-clé, émise par un pays (pays centre) sert à la fois d'étalon et de monnaie internationale pour un ensemble de pays, dits pays satellites.

(b) chaque pays satellite assure la convertibilité de sa monnaie en la monnaie-clé qui joue le rôle de monnaie de réserve et d'intervention.

Sous sa forme pure, le GES suppose que les réserves officielles des pays satellites ne soient composées que d'avoirs en la monnaie du centre. Toutefois, rien s'oppose à ce que celle-ci soit également monnaie

1 Maktar Diouf - "Echange inégal et ordre économique international" - NEA - Dakar, Abidjan, 1977 p. 25 à 26. - ... Il est donc permis de soutenir que ce qui se détériore, ce ne sont pas les termes de l'échange de certains produits, mais les termes de l'échange de certains pays... Le scénario de l'échange inégal se déroule ainsi : les salaires étant plus bas dans les pays sous-développés, la masse de plus-values (expression de l'exploitation et aussi du profit) y est plus élevée. Cette masse de plus-values est incorporée dans la valeur des produits primaires exportés par les pays sous-développés. Le commerce international se traduit ainsi par un transfert des plus-values des pays sous-développés vers les pays développés". Voir aussi pp. 38, 60, 63 et 68.

2 Sandretto, R. - "Le pouvoir et la monnaie". Réflexions sur la crise monétaire internationale contemporaine". Economica, Paris 1983 p. 97.

3 Sandretto, R. - op. cit. pp. 92-94.

transnationale. Le système serait alors celui d'un étalon de change or transnational

- Le système d'étalon devise

Le système de l'étalon devise est semblable à celui du GES à une différence près qu'est la non convertibilité or de la monnaie du pays centre, soit que cette convertibilité soit purement et simplement supprimée, soit qu'elle ne soit plus assurée à prix fixe. Par extension on pourra assimiler au système d'étalon devise "X" un système dans lequel les monnaies satellites sont définies soit par rapport à l'or soit par rapport à la monnaie "X", mais concrètement liées à X.

Evolution du système de l'étalon-or

Le système de l'étalon or, à l'opposé du GES de Bretton WOODS, n'est pas le résultat d'une conférence internationale mais la conséquence de la disparition du bimétallisme or-argent, de l'abandon du monométallisme or.

Avant 1914 : règne de l'or ou du sterling ?

L'étalon or fut universellement adopté pendant la seconde moitié du XIXème siècle ; mais au début du XXème siècle le système prit une forme hybride en raison du rôle croissant de la livre sterling ; bien avant qu'il ne fût officiellement question du GES, la livre sterling était devenue une monnaie clé : la Grande Bretagne payait ses importations en sterling et le reste du monde accumulait les réserves officielles en cette monnaie. Londres était devenu le centre financier du monde, situation favorisée par la puissance économique et industrielle anglaise. La première guerre mondiale, 1914-1918, qui fit des USA le premier pays créancier du monde et la première puissance industrielle, mit fin au rôle prédominant du sterling.

L'entre deux guerres : le retour à l'or ? le GES de fait.

Dans l'entre-deux-guerres on peut avancer qu'il n'y a pas eu un système monétaire unique, mais des systèmes monétaires qui ont abouti à un "gold Exchange Standard" de fait qui sera officialisé après la deuxième guerre mondiale à Bretton Woods en 1944.

Après une courte période de flottement des monnaies, les pays adoptèrent le système de change fixe : la convertibilité or/dollar, suspendue en 1917, fut rétablie en 1919, celle du sterling en 1925. Conformément aux recommandations de la conférence de Gênes réunie en 1922, préconisant que le maintien de la valeur or des monnaies puisse être assuré par une réserve adéquate d'avoirs qui ne soient pas nécessairement de l'or, d'autres pays adoptèrent l'étalon de change or, rattachèrent leur monnaie au dollar ou au sterling, devises qu'ils inclurent dans leurs réserves officielles.¹ C'est le mouvement vers le GES.

Certains pays tentèrent sans succès de revenir à l'étalon or avec une version différente de celle d'avant 1914 : monnaie convertible uniquement en

1 Sandretto, R. - op. cit. p. 106

lingots d'or, absence de la libre frappe d'espèce d'or. C'est le mouvement vers l'étalon or-lingot : **Gold Bullion Standard**" mais ce dernier mouvement n'a guère duré.

Le système monétaire en vigueur était en fait celui de change or pour pallier à la carence d'or drainé vers les Etats-Unis. Seule la France était partisane du retour à l'étalon or pour lutter contre l'hégémonie monétaire anglaise.

La grande crise de 1929 engendra l'effondrement du système monétaire international par la méfiance envers les devises clés et l'apparition de zones monétaires qu'on aurait dû plutôt appeler "zones de change".

La deuxième guerre mondiale va davantage ruiner l'Europe et consacrer l'hégémonie américaine et le règne du dollar.

Les Accords de Bretton Woods (1-22 juillet 1944)

En 1944, les Etats-Unis, première puissance économique mondiale, font adopter officiellement le système de change or "GES" qui fonctionnait déjà en fait avant les Accords de Bretton Woods : c'est la substitution officielle du GES dominé par les USA au GS dominé par la Grande Bretagne.

Selon le GES, le dollar américain est la seule monnaie convertible en or au cours de 35 \$ l'once d'or (once d'or = 31,1 gr d'or fin). Les Etats-Unis détenant alors d'énormes stocks d'or, s'étaient engagés à assurer la convertibilité du dollar en or.

Signalons que le système monétaire international issu des Accords de Bretton Woods est le résultat d'un compromis entre le plan White (américain) d'intervention limitée, fondé sur les dépôts et le plan Keynes (anglais) fondé sur le crédit avec la création d'une monnaie internationale, le "bancor". C'est le plan White qui a eu la prépondérance et ses objectifs essentiels étaient : "éliminer les restrictions quantitatives sur devises, favoriser les échanges internationaux, équilibrer la balance des paiements¹.

Objectifs

Le système monétaire international issu des Accords de Bretton Woods visait trois objectifs fondamentaux :

- établir un système d'échanges internationaux en équilibre stable, grâce à un système de taux de change stables ;
- restaurer un libre et large commerce mondial;
- défendre et promouvoir l'expansion équilibrée du commerce et de la production ainsi qu'un niveau élevé d'emploi.

Ces trois impératifs sont concrétisés par diverses mesures juridiques constituant le "code de bonne conduite monétaire" à respecter par les pays membres du Fonds Monétaire International.

Ce qui est à retenir ici c'est que les Accords de Bretton Woods instituant le FMI, sont conçus dans l'esprit des Etats-Unis comme un moyen d'assurer

1 Siaens, A. - Monnaie et Finances, A. de Boeck Bruxelles 1981 p. 280.

la libéralisation du commerce mondial en aidant les pays en difficultés conjoncturelles et non structurelles. En d'autres termes et à titre d'exemple, les déficits permanents de Balance de paiements de certains pays récemment décolonisés nécessitant les transformations de structures socio-économiques ne trouvaient pas des mesures appropriées dans les statuts du FMI. D'ailleurs à cette époque les problèmes du sous-développement ne se posaient pas encore.

Le Fonds Monétaire International

Le FMI, organisme créé en 1944 pour gérer les Accords de Bretton Woods, est une société anonyme de droit américain dont le capital est constitué de quote-parts de pays membres.

La part relative attribuée à chaque pays est en principe fonction de son poids économique (Revenu national, exportation, etc.) et c'est elle qui détermine son importance dans la gestion et dans l'utilisation des ressources du Fonds.

Tableau 1: Pouvoir de décision au sein du FMI (fin 1970)

Pays	Quotas en millions (\$)	en % du total	Les groupes
USA	6 700	23,1 %	23,1 %
Royaume-Uni	2 800	9,65 %	
Rép. Féd. d'Allemagne	1 600	5,52 %	
Belgique	650	2,08%	28,44 %
France	1 500	5,17%	
Italie	1 000	3,44%	
Pays-Bas	300	2,41%	
Japon	1 200	5,17%	5,17 %
Principaux pays industrialisés	16 150	56,71 %	56,71 %
Autres pays (a)	12 850	43,29 %	43,29 %
Total général	29 000	100,00 %	100,00 %

Source: Salles, P.: Problèmes économiques généraux, Tome II, 3ème édition Dunod, Paris, 1975, p. 406; données tirées par l'auteur des document du FMI.

La gestion du FMI : pouvoir inégal

Les Etats-Unis détiennent près de 23 % des votes¹ en 1970 au sein du FMI. L'Europe des douze possède un pourcentage plus important lui permettant aussi, comme pour les Etats-Unis, l'usage du droit de véto. L'influence des pays en développement dans la prise des décisions au sein du FMI est négligeable, aucune révision fondamentale des statuts du FMI ou du

1 Salles, P. - Problèmes économiques généraux, Tome II 3ème édition, Dunod, Paris 1975 p. 406.

système monétaire international ne pouvant passer sans l'accord des Etats-Unis; de même tout pays du Tiers Monde en graves difficultés financières sollicitant des crédits non automatiques ou conditionnels du FMI, cherchera en coulisse d'obtenir le feu vert des USA pour avoir accès facile aux ressources du Fonds.

(a) dont six pays industrialisés qui font actuellement partie de la CEE ; dans les chiffres ci-dessus, le poids de l'Europe des douze est sous-estimé.

En regard de ce tableau, Salles pose une question au lecteur éventuel de son livre" si l'on observe que les décisions sont prises par référence aux quotas qui déterminent les droits de vote, que peut-on penser en ce qui concerne les pays du Tiers Monde ?"

Nous pensons que la réponse est facile à trouver.

Pour éviter de modifier sensiblement ce rapport de force, les répartitions des augmentations de quote-parts ne sont pas proportionnelles au poids économique des pays du Tiers Monde ; ainsi avec la montée en flèche des pays de l'OPEP, ils ont été invité à augmenter leurs contributions aux ressources du FMI sous forme de prêts et non de quote-parts.

Bref, les ajustements des dimensions du Fonds qui ont lieu tous les cinq ans ont un caractère inégalitaire et injuste, les Etats-Unis s'accrochant à leur "pouvoir de négociation dominant" ce qui fait qu'aucun relèvement de l'économie mondiale n'est concevable sans leur participation active.

Mécanismes en faveur des pays sous-développés¹

Il a été signalé plus haut qu'à son origine le FMI a été conçu pour l'essentiel en fonction des besoins des pays développés capitalistes (déficit conjoncturel et momentané de la balance des paiements) et non des pays sous-développés (déficit structurel, durable) ; les interventions du FMI sont donc plus efficaces dans le cas de pays développés.

Néanmoins au fil des temps, le FMI a pris certaines mesures favorisant plus particulièrement les pays en développement. Parmi ces mesures, on peut citer :

(1) Le financement compensatoire, pour atténuer les fluctuations des recettes d'exportations des PSD (création en 1963).

(2) Le financement de stocks régulateurs, pour stabiliser les prix mondiaux de produits de base des PSD par l'adaptation de l'offre à la demande.(création en 1969).

(3) Le Mécanisme pétrolier, mesure qui a fonctionné en 1974 et 1975 pour permettre aux pays sous-développés et aussi développés à faire face aux difficultés de la balance des paiements causées par la hausse du prix du pétrole (multiplié par 4 en 1973).

1 Samuelson, A. - Economie monétaire internationale , 3ème édition, Dalloz, Paris 1982, pp. 223-227.

(4) Le Fonds Fiduciaire destiné à accorder des crédits à des conditions avantageuses aux pays dont le revenu annuel par tête est inférieur à 300 DTS i.e. équivalent 300 \$ E.U. (création en 1975).

Tout en reconnaissant que l'objectif du FMI n'était pas le financement du développement et qu'il a été créé des organisations internationales spécialisées à cet effet, on regrettera cependant l'incompatibilité de certaines conditions du FMI dans l'octroi de crédit et certaines nécessités des politiques du développement des PSD.

Le dollar monnaie d'enrichissement sans cause des Etats-Unis

Le système d'étalon devise-or fonctionne à la grande satisfaction des Etats-Unis qui l'avaient créé (plan White); le dollar est pour les Autorités américaines "as good as gold" et même dit-on, c'est l'or qui est convertible en dollar. Une monnaie ainsi surestimée va jouer le rôle d'agent de l'expansion hégémonique de la première puissance du monde : l'injection massive et régulière de dollars américains en dehors des Etats-Unis va permettre aux Etats-Unis d'effectuer des investissements américains à l'étranger (ex. acheter telle entreprise dans un pays X avec des billets de banque sans plus aucun gage sur l'or), de financer la guerre du Vietnam, etc. Le reste du Monde accumule une masse de dollars qui sont des créances sur les Etats-Unis et lorsqu'ils voulurent retrouver ces créances par leur conversion en or, les Américains, insolubles, prirent deux types de mesures : les dévaluations du dollar par rapport à l'or, ce qui était une manière de diminuer leurs dettes extérieures (et donc des pertes pour les détenteurs de dollars) et finalement la non-convertibilité du dollar qui en fait constituait le refus des américains de payer leurs dettes (diminuées), du moins dans les conditions convenues universellement. Cela a fait dire à René Sandretto:

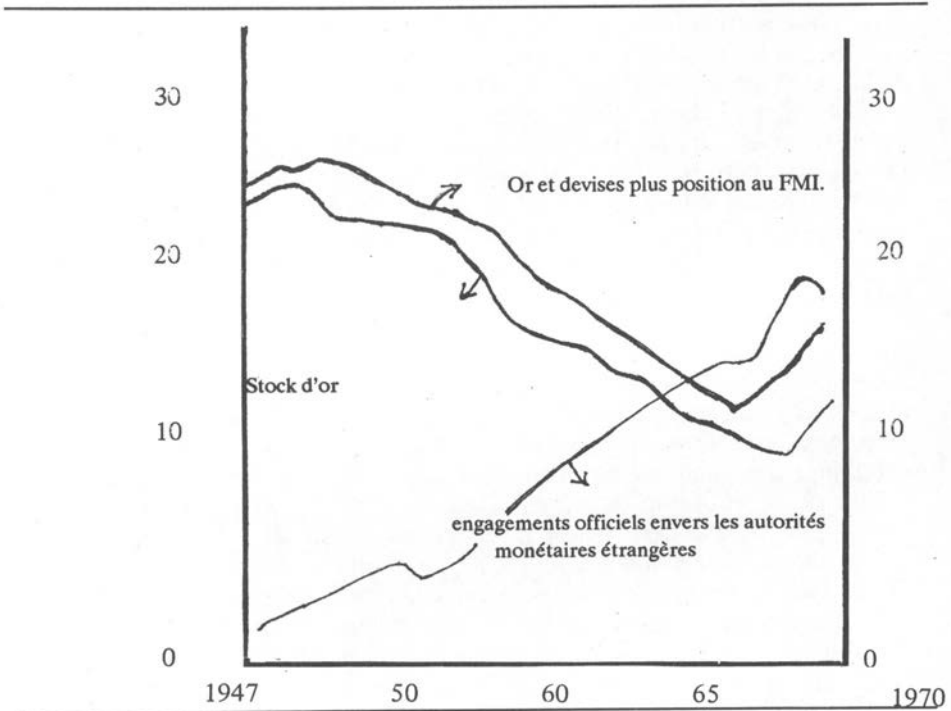
"Le système est tout d'abord injuste puisqu'il donne aux USA le singulier privilège de régler leur déficit de balance avec leur propre monnaie : ils n'ont pas à subir, comme les autres pays, la contrainte d'une politique déflationniste, à réduire leurs importations, leurs dépenses et leurs investissements à l'étranger pour rétablir leur équilibre externe ; or on a assisté dans l'après-guerre à un développement accéléré des investissements américains à l'étranger, à une extension sans précédent de leurs Firmes Transnationales (FTN) sur le reste du monde, au contrôle de plus en plus étendu du capital américain sur des entreprises étrangères, voire sur des secteurs entiers ; cette "expropriation" n'a rien coûté aux Etats-Unis puisqu'elle a été financée par le "crédit" que leur ont fait les pays hôtes à concurrence du montant des dollars qu'ils ont accumulé en réserve. Dans une assez large mesure, le pouvoir monétaire de l'écon-

*omie dominante (rôle du dollar dans le SMI) a ainsi été mis au service du renforcement de son pouvoir industriel"*¹

Ce coup fatal va sérieusement ébranler le SMI issu des Accords de Bretton Woods ; l'aggravation de la crise monétaire débouche sur ces amendements des Accords de Bretton Woods, constituant ce qu'on a appelé "la réforme du système monétaire international".

Avoirs et engagements officiels des Etats-Unis (en fin d'année, en milliards de dollars E.U.).

FIGURE



Source: Salles, P. "Problèmes économiques généraux" Dunod, Paris 1975, p. 439.

On remarque sur le tableau 2, la réduction relative des liquidités jusqu'en 1974, année où se développe l'économie d'endettement (c'est-à-dire de crédits sans dépôts, qui va engendrer la surabondance de liquidités et l'inflation².

1 Sandretto, R. op. cit. pp. 12 à 125.
2 Samuelson, A. op. cit. pp. 210 à 222.

Tableau 2: Liquidités et commerce mondial

Année	1951	1958	1960	1965	1968	1970	1974	1978	1980
Réserves en %									
Importations mondiales	67%	56,4	51	40,4	34,5	31,5	28,4	44,3	44,8

SOURCE: Sandretto, R. - "Le Pouvoir et la Monnaie", Réflexions sur la crise monétaire internationale contemporaine. Economica, Paris, 1983 P. 160.

Notons toutefois que l'économie d'endettement qui a généré la surabondance de moyens de paiements internationaux, n'a pas résolu les problèmes financiers du Tiers-Monde;

Si les banques occidentales étaient surliquides, les PVD par contre connaissaient une insuffisance de ressources, le recyclage des euro-dollars dont les pétrodollars étant dirigé notamment vers les zones en expansion rapide.

Crise et Réforme du Système Monétaire International

Reproches au système de Bretton Woods ou facteurs générateurs de la crise¹.

Le chapitre précédent, en essayant de rappeler les Accords de Bretton Woods a mis en lumière certains inconvénients de ce système. Nous mentionnons ici des facteurs de la crise allant au-delà des inconvénients.

La crise du système monétaire international, déjà latente depuis quelques années, a brutalement éclaté le 15 août 1971 lorsque le Président des Etats-Unis prit d'importantes mesures protectionnistes dont celle qui consacra l'inconvertibilité du dollar non seulement en or mais même dans les autres monnaies.

Les problèmes générateurs de la crise monétaire peuvent être ramenés à trois groupes.

Problème du montant et de la nature des liquidités internationales

Le développement du commerce international exige une expansion parallèle de moyens de paiement internationalement acceptables. Les deux types de liquidités internationales du SMI de Bretton Woods se sont essoufflés:

- L'or monétaire, concurrent du dollar, donc mal vu par la puissante Amérique, a vu son offre fléchir par le blocage de son prix de vente au cours de 35 % * E.U. l'once.

Il était la seule marchandise dont le prix de vente ne variait pas ; son expansion aurait d'ailleurs favorisé l'URSS, grand producteur d'or et puissance rivale des Etats-Unis.

- Le dollar par contre a suscité une méfiance générale à la suite de son injonction massive en dehors des Etats-Unis.

Il se posa donc les problèmes :

- de la détermination des besoins de liquidité internationale et plus précisément du niveau optimal de liquidités en considération des besoins d'ajustement des balances de paiements et du financement du développement;

- de la création de liquidités et de la confiance dans les réserves monétaires.

1 Sur les reproches au système de Bretton Woods, voir : - Sandretto, R. op. cit. pp 122 à 146 - Samuelson, A : op. cit. p. 4

A ce sujet Robert Triffin proposa que le développement du commerce international exigeait l'accroissement parallèle des moyens de règlement multilatéraux.

Sa proposition, comme nous allons le voir, aboutira à la création du fameux "Droits de tirage spéciaux" (1967) transformant ainsi le FMI d'un bureau de change en une véritable banque émettant la monnaie scripturale : les DTS ; elle sera également la base de la réforme du système monétaire international.

Le problème d'ajustement

La stabilisation des changes et l'équilibre de la balance des paiements exigent :

- que la création monétaire, interne ou internationale, réponde exactement à la demande de monnaie pour la réalisation d'échanges non inflationnistes et de mouvements de capitaux non destabilisants (même type de solution que dans le problème précédent).

- un système de changes comportant des mécanismes facilitant le réajustement.

D'aucuns pensaient qu'un système de changes fixes de Bretton Woods n'était pas compatible avec son objectif de stabilité de changes car entretenant des déséquilibres cambiaires

Les problèmes de développement

Dans quelle mesure le système monétaire international peut-il favoriser le développement du Tiers Monde ? On notera à ce sujet :

- le poids négligeable du Tiers Monde dans la gestion des ressources du FMI (pouvoir de gestion inégal)

- dans la répartition des ressources du Fonds, la grosse part des crédits est attribuée aux pays déjà riches (Partage des gains inégal).

- dans l'octroi des crédits aux pays sous-développés, la "lettre d'intention" comporte une ou plusieurs conditions inconciliables avec les exigences du développement des économies des pays encore sous-développés (cf la condition générale de libéralisation de l'économie s'opposant au besoin de protection des industries naissantes) dans les pays où l'industrialisation est encore "en gestation".

La réforme du SMI

Deux projets s'affrontent :

- le projet français de Jacques Rueff préconisant le retour à l'étalon-or : utiliser l'or comme moyen de paiement international, ce qui implique le relèvement de son prix de vente pour permettre à son offre de s'adapter à la demande. Comme dit précédemment, accepter un tel projet revenait pour les E.U. à favoriser l'or au détriment du dollar et à offrir un grand cadeau à leur rival l'URSS, gros producteur d'or : leur opposition fut catégorique.

- Le projet américain du Professeur Robert Triffin fut retenu ; il prévoit la démonétisation de l'or par la création de liquidités internationales non rattachées à l'or (DTS). Il est à signaler que le professeur Triffin et

probablement le professeur Lamfalussy par leur conception de la réforme sont dans la lignée de Keynes qui préconisait une Banque Mondiale émettant une monnaie mondiale de "bancor".

La démonétisation de l'or

L'or perd la position centrale qu'il occupait dans les statuts du Fonds par ces mesures :

- l'abolition du prix officiel
- la rupture du lien entre l'or et le DTS
- l'interdiction de rattacher une monnaie à l'or dans des arrangements de change futurs
- la suppression de l'obligation de paiement en or.

Le rôle des DTS : principal instrument de réserve

Le DTS est consacré le principal instrument de réserve du système monétaire international. A cette fin on encouragera la conclusion de transactions et les transferts en DTS entre

- membres du Fonds
- entre les membres et le Fonds
- entre organismes officiels.

Le régime des taux de change : libre choix

Avant les décisions de la Jamaïque, beaucoup de pays laissaient déjà flotter leurs monnaies. L'effet des nouveaux statuts est de légaliser ces arrangements en laissant les pays libres de choisir leur régime de change à condition que ce régime favorise la stabilité des changes.

Rapports du Fonds et le Tiers Monde : Statu-quo

Il a été affirmé que le rôle du Fonds n'est pas de transférer des ressources réelles pour le développement ; il consiste à surveiller le système monétaire international et à fournir aux membres une aide temporaire pour leur permettre de faire face à leurs problèmes de balance des paiements. C'est pourquoi le Fonds a toujours souligné trois aspects de sa politique en matière d'utilisation de ses ressources :

- la non-discrimination entre les membres
- la nature temporaire de cette utilisation
- la conditionnalité à laquelle elle est soumise.

Le Fonds continuera d'adopter la même attitude.

Appréciation de la réforme du SMI

Aspects positifs

Création d'un actif de réserve international.

La Communauté internationale a accueilli favorablement la création d'une liquidité internationale crédible et facilement adaptable aux besoins de

Tableau 3: Modification de la structure des réserves (1958-1981) en %

Composante C.I.	Indice																
	1958	1965	1968	1970	1973	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1981 base 100 = 1958	C.I. (1981 1958)			
C1-ECU	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5	6,5	6,4	6,0
C2-OR	66	59,1	50,3	40,3	44,8	43,4	38,6	37,8	42,1	57,9	57,4	49	1178	47,6			
C3-Devises	30	83,3	41,3	48	48,1	49	52,7	55	52,5	33,2	32,3	39	2134	39,8			
C4-Disponibilités																	
FMI	4	7,6	8,4	11,7	7,1	7,6	8,7	7,2	5,4	3,7	3,8	5,6	1733	5,7			
Dont D.T.S.	-	-	-	(3,4)	(4,2)	(3,1)	(2,9)	(2,2)	(1,9)	(1,9)	(1,6)	(2,5)	-	(2,5)			
T-Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	1480	100			

Source: Sandretto, R. - op. cit. p. 156

Ce tableau illustre l'évolution décroissante du DTS dans la constitution des réserves même après la soi-disant réforme de 1976. En outre, paradoxalement, malgré la mesure de démonétisation, le rôle de l'or augmente rapidement, et dans une moindre mesure celui des devises aussi.

l'économie mondiale. Le DTS est devenu une véritable monnaie jouissant de ses trois fonctions : instrument de compte, instrument de paiement, réserve de valeurs ; son institut d'émission est le FMI qui joue ainsi le rôle de banque mondiale. Toutefois, jusqu'à présent le DTS ne s'est pas imposé comme principal actif de réserve¹.

Facilités de stabilisation

La création du DTS et le libre choix du régime de change favorisent le processus d'ajustement des changes et des balances des paiements. Ce processus fonctionnait de moins en moins bien sous les Accords de Bretton Woods à cause de la rigidité des taux de change et de la variation d'offre d'or et du dollar américain sans rapport avec les besoins de l'économie internationale.

Le tableau 4 illustre l'évolution décroissante du DTS dans la constitution des réserves même après la soi-disant réforme de 1976. En outre, paradoxalement, malgré la mesure de démonétisation, le rôle de l'or augmente rapidement, et dans une moindre mesure celui des devises aussi.

Aspects négatifs (incidence de la réforme sur les économies des PSD)

La non-prise en considération des conséquences du sous-développement dans les conditions d'octroi des crédits de financement du commerce "Thèse du caractère structural du déficit".

En s'en tenant à ses trois règles en matière d'octroi de crédits (la non discrimination, les difficultés passa-gères, la conditionalité) le FMI est juridiquement habilité à rejeter les requêtes du pays sous-développé. A titre d'exemple, si un pays comme le Sénégal à qui l'arachide procure l'essentiel de ses recettes d'exportation, connaissait un déficit persistant (déséquilibre structurel) de sa balance des paiements imputable à la baisse de la demande mondiale de l'arachide au profit du soja américain, le FMI n'est pas autorisé à financer un tel déficit sur la période que nécessiterait la restructuration de la production et des exportations sénégalaises.

Maintien de la "conditionalité" incompatible avec le développement du Tiers Monde.

Toute tentative de développement sérieux d'un pays en développement entraîne généralement des difficultés de paiements extérieurs. Le recours aux ressources du Fonds donne l'occasion aux puissances dirigeantes d'intervenir pour imposer une "stabilisation" qui sacrifie les objectifs du développement aux exigences de la solvabilité à court terme, c'est-à-dire du maintien du statu-quo..

1 C'est le dollar même affaibli qui continue à jouer le rôle de principal actif de paiement et de réserve. - Boissieu, C. : Principe de politique économique, Economica, Paris 1980, p. 588 ; "Le système a continué à choisir comme principal référence le dollar, mais un dollar affaibli par sa variabilité".

Tableau 4: Soldes des paiements courants dans le Monde, 1980-1982

	Solde de la balance			Solde des transactions invisibles			Solde des transactions courantes		
	1980	1981	1982	1980	1981	1982	1980	1981	1982
Pays par zones				en milliards de dollars EU					
Pays du groupe des Dix (a)	-47,4	-2,0	0,3	1,6	-1,5	-6,5	-45,8	-3,5	-6,2
Autres pays développés	-32,9	-36,5	-31,4	10,6	4,7	1,3	-22,5	-31,8	-30,1
Total des pays développés	-80	-38	-31	12	3	-5	-68	-35	-36
Pays de l'OEPEP	172	120	60	-8	-57	-63	114	63	-3
PVD non OEPEP	-56	-61	-43	-9	-18	-24	-65	-79	-67
Total des PVD	116	59	17	-67	-75	-87	49	-16	-70
Pays à planification centralisée	-6	1	8	-5	-6	-5	-11	-5	-3
TOTAL	30	22	-6	-60	-78	-97	-30	-56	-103

Source: Banque des règlements internationaux (BRI) - Rapports 1983, p.99.

(a) RFA, Canada, EU, France, Italie, Japon, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède, Suisse, UEBL...

Remarques: La situation des PVD se détériore, même celle de l'OEPEP : Les chiffres montrent la détérioration de façon quantitative, mais celle-ci est encore plus importante sur le plan relatif, c'est-à-dire en rapport avec les revenus nationaux et les exportations des PVD.

Tableau 5: Endettement extérieur des PVD (a) (en % des exportations des biens et services).

Année	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
En cours de l'endettement (b)									
1. Endettement à C.T.	17,5	18,2	19,3	19,30	17,7	20,3	23,0	26,4	20,1
2. Endettement des L. T.									
2.1. envers Organismes officiels (c)	45,0	45,4	44,8	45,4	39,9	36,5	38,8	45,3	47,6
2.2. envers des créiteurs privés	59,9	61,9	62,8	65,5	61,6	56,1	63,1	71,6	76,7
2.3. Total	104,9	107,3	107,1	110,9	101,5	92,6	101,9	116,9	124,3
3. Endettement total (1 + 2.3)	122,4	125,5	126,4	130,2	119,2	112,9	124,9	143,3	144,4
p.m. Part dans l'endettement total (%)									
1. de l'endettement à C.T.									
2. de l'endettement à L. T.									
2.1. envers des organismes officiels (c)	36,8	36,2	35,4	34,9	33,5	32,3	31,1	31,6	33,0
2.2. envers des créiteurs privés	48,9	49,3	49,3	50,3	51,7	49,7	50,5	50,0	53,1
Charges de l'endettement									
1. Paiements d'intérêts	6,7	6,0	6,0	7,3	8,2	9,3	11,9	13,2	11,4
2. Amortissement	9,4	9,3	9,4	11,7	10,8	8,3	8,6	10,7	7,9
3. Charges totales (1 + 2) =	16,1	15,3	15,4	19,0	19,0	17,6	20,5	23,9	19,3

Tableau6: PVD non OPEP : Financement des déficits des paiements courants (estimations) 1980-1982

	1980	1981	1982
	en milliards de \$US		
Déficits des paiements courants	-65	-79	-67
Financement			
Investissements directs (nets)	8	11	10
Variation de l'endettement extérieur			
brut (hors FMI)	61	63	40
dont : à long terme	37	48	37
à court terme	24	15	3
(prêts bancaires)	(33)	(40)	(16)
Tirages nets sur le FMI	2	5	6
Total	71	79	55
Variations des avoirs extérieurs	6	0	-12
dont: réserves officielles	0	0	-9
autres avoirs	6	0	-3
(dépôts bancaires)	(2)	(4)	(0)

Source: Banque des Règlements Internationaux (BRI) - Rapports 1983 p. 106.

En outre la conditionnalité comporte :

(a) coût social excessif : l'ajustement prend la forme d'une réduction de la demande et par conséquent du revenu ou de la dévaluation qui réduit le revenu réel dans des pays déjà pauvres¹.

- Rôle modeste du FMI dans le financement des déficits des PVD;
- grand rôle joué par les banques à cet effet;
- accumulation des dettes extérieures dont le financement est assuré essentiellement par des banques privées aux conditions de prêt plus coûteuses et compromettant l'indépendance économique des PVD.

Malgré la réforme, le FMI joue un rôle dérisoire dans l'ajustement (direct) des balances des paiements des PVD. Il se contente d'inciter les financiers privés à intervenir si la lettre d'intention est signée.

(b) Coût politique excessif : le programme de stabilisation énergétique en appauvrissant la population engendre parfois des émeutes dans les rues et éventuellement la chute du gouvernement².

1 Fontenay, P. : "Politiques d'ajustement ; le cas du Portugal - in Coulbois, op. cit. p. 101.

2 Fontenay, P. op. cit. p. 103

Maintien du pouvoir de gestion inégal et du partage inégal des ressources du FMI.

Comme avant la réforme, les pays sous-développés n'ont pas voix au chapitre dans le domaine du système monétaire international ; ils y jouent le rôle de figurants.

En effet, le poids au sein du FMI de chaque pays est fonction de sa quote-part qui est versée aux 3/4 en monnaie nationale : or les quote-parts du Tiers Monde sont très faibles et de plus, leurs monnaies n'étant pas des moyens de paiement internationaux comme le sont les devises-clés (dollar et livre) ou les devises fortes (mark, yen, franc suisse, etc), les ressources effectivement utilisables par le Fonds sont inférieures à la somme de contribution du Tiers Monde.

C'est pourquoi, il n'est pas étonnant que la politique du FMI soit élaborée au sein d'un groupe restreint, le groupe des Dix. C'est ce même groupe qui profite des ressources du Fonds dont il est le distributeur réel. L'endettement extérieur des PVD en conséquence n'a fait que s'aggraver comme on le voit sur les tableaux ci-dessus.

Conclusion: reconduction des inégalités au détriment du Tiers-Monde

La réforme du système monétaire international n'a pratiquement résolu que des problèmes qui se posaient dans les pays industrialisés, laissant intacts les problèmes du Tiers Monde.

Les pays sous-développés ne doivent cependant pas se décourager car ce n'est que partie remise.

En effet, au-delà des facteurs monétaires apparents que nous avons mentionnés, il y a eu aussi le facteur politique, c'est-à-dire le déclin relatif des Etats-Unis, qui ont provoqué la crise et conduit à la réforme du système international de Bretton Woods. De même, avec le temps, la remontée relative du Tiers Monde sur l'échiquier international provoquera une nouvelle crise et une réforme prenant en compte ses besoins spécifiques primordiaux.

Une telle réforme comporte des normes de "bonne conduite" favorables au développement des PVD, à titre d'exemple :

- lier la création de DTS aux besoins du développement des PVD par¹.
- allocation directe de DTS par le FMI aux organismes de développement des PVD.

1 Voir à ce sujet : - Samuelson, A. op. cit. p. 24 ; - Salin, P. : Economie internationale Tome I ; Economie Financière - A. Colin, Paris 1974, p. 220 "Un autre plan vise à modifier le mécanisme de distribution des DTS de manière que les pays sous-développés en bénéficient davantage. En effet, il semble injuste à beaucoup que la répartition des DTS soit faite en fonction des quotas du FMI, c'est-à-dire à peu près en fonction de la richesse des nations, et que le gain provenant de la création d'une monnaie internationale ne soit pas réparti en fonction d'un critère plus "juste".

- Transfert par les pays à revenus élevés aux organismes de développement d'une partie de DTS alloués ou de la contre-valeur en devises.

- allocation des crédits plus que proportionnelle aux quote-parts en faveur des PVD.

- Eviter pour les PVD, les incidences négatives du flottement des monnaies des pays industrialisés par un flottement contrôlé car le flottement incontrôlé accroît le risque : incertitude sur les échelons (freinés), aggravation de la dette extérieure.

Ce n'est que de cette façon, paraphrasant Manuel Guitian, que nous pourrions affirmer que les PVD vont rendre supportable le principe de la "conditionnalité" dont la question n'est pas de savoir si l'ajustement sera effectué, car il le sera, mais plutôt s'il le sera de façon efficace, c'est-à-dire sans porter un préjudice injustifié au bien être social¹

Bibliographie

1. Amin, Samir : L'accumulation à l'échelle mondiale, Tome 2, Union Générale d'Édition, Paris, 1978.
2. Amin, Samir : Le développement inégal essai sur les formations du capitalisme périphérique. Les Editions de Minuit, Paris, 1973.
3. Banque Nationale de Belgique (BNB) : Rapport 1983
4. Banque des Règlements Internationaux (BRI) : Rapports 1983
5. BYE, M. : Relations Economiques Internationales, 3ème édition, Dalloz, Paris 1977.
6. C.E.P. II : L'économie mondiale ; la montée des tensions, Economica, Paris 1983, p. 27.
7. -Fonds Monétaire International le Groupe de la Banque Mondiale : Revue Finances et Développement
8. F.M.I. : Revue Bulletin du F.M.I.
9. Makhtar Diouf : Economie Politique, Tome I : Economie descriptive, NEA Dakar-Abidjan - Lomé 1979.
- Stern, B. : Un nouvel ordre économique international ? Recueil de textes et documents, volume I. Economica, Paris 1983.

1 Guitian, M. - "Politiques relatives à l'accès aux ressources du Fonds, Examen de la conditionnalité ; in Coulbois, P., op. cit. p. 87.

Summary

At the national level, the phenomenon of "inflation" originated from domestic monetary imbalances, and results in the reallocation of the national income to the benefit of some social groups. Similarly, on the global scale, world inflation generated by international monetary disequilibrium generates a new redistribution of international trade gains, to the developed countries at the expense of developing countries. This takes the form of transfer towards peripheral countries of salary rises, industrial losses, deficits in the balance of payments, various negative consequences of the conjunctural crisis, occurring in the dominant economies.

This transfer to the Third World does not exclude the possibility of a "positive" impact which, if it occurs, would be inferior to the former because of the unequal relations between countries in the center and those in the periphery.

The analyses of the article focuses on the most recent changes which led to the "reform" of the international monetary system created in Bretton Woods and now afflicted by the crisis. It is argued that the reform has brought insignificant changes in relation to the claims of the Third World for an equitable monetary order, and continues to maintain disparities which generate the disorder described by Third World economists as "unequal development".